Projet scientifique, culturel et éducatif du Pôle Mémoire et Archives d'Alsace 2024-2029

Sommaire et résumés

Introduction

Le Pôle Mémoire et Archives d'Alsace est une institution nouvelle héritière d'une histoire de plus de 200 ans et chargée de missions réglementaires mais aussi volontaires. Le Projet Scientifique, Culturel et Educatif (PSCE) est la suite logique et la concrétisation des principes stratégiques votés en 2022 et 2023, déclinés en axes et plan d'action pour la seconde partie du mandat des premiers Conseillers d'Alsace.

1. Partie 1 : les enjeux stratégiques

- 1.1. Plus de transversalité pour plus d'efficacité et de sécurité
- 1.2. Plus de compétences et de technicité pour un meilleur service public alsacien de la mémoire et des archives
- 1.3. Plus d'innovation pour mieux répondre aux enjeux sociétaux

Résumé : les Archives d'Alsace, dans le contexte national, sont un très grand service au niveau du patrimoine (5^e rang) mais disposant proportionnellement de ressources humaines plus modestes (11^e rang). Les priorités sont la transversalité, la sécurité des personnes et des fonds, la mise à niveau technologique et l'amplification des actions de médiation, avec pour enjeu transversal et stratégique l'amélioration des conditions de conservation et de communication sur le site colmarien.

2. Partie 2 : les actions concrètes

- 2.1. Une collecte et un contrôle des archives plus précis et plus maîtrisés
- 2.2. Des fonds mieux préservés et mieux connus, donc plus accessibles
- 2.3. Des archives plus ouvertes à tous les Alsaciens, particulièrement aux scolaires
- 2.4. Vers un écosystème alsacien de l'histoire plus rigoureux, plus citoyen et plus européen
- 2.5. Le projet transversal et stratégique sur le site colmarien

Résumé : Les priorités énoncées au 1 se déclinent en de très nombreuses actions, ici regroupées par grande mission stratégique.

Annexe 1 : Graphiques : le positionnement des Archives d'Alsace dans le contexte national

Annexe 2 : Fiches-actions

Introduction

Le Pôle Mémoire et Archives d'Alsace collecte, conserve, communique au public et diffuse le patrimoine écrit qui a fait et fera l'identité de l'Alsace. Ni le passé, ni l'avenir du territoire ne peuvent se comprendre sans cette richesse documentaire et la diffusion qui en est assurée auprès du plus grand nombre. Les Archives sont la clé à la fois du passé mais aussi de l'avenir alsaciens.

Le présent PSCE a pour but d'explicitier les missions et les grands projets du Pôle Mémoire et Archives d'Alsace et de les manifester auprès du plus grand nombre, pour les rendre à la fois plus lisibles et plus visibles.

Le PSCE : définition, objectifs et gouvernance

Le Projet scientifique, culturel et éducatif est un document d'orientation et de pilotage, définissant l'identité, les missions, les enjeux stratégiques et les actions d'un établissement patrimonial sur une période donnée. Son objectif est de favoriser la visibilité, par les élus et par les publics, mais aussi par ses équipes, de ses missions et de ses priorités d'action sur cette période. Il est défini en co-construction avec les équipes, à l'issue de plusieurs phases de concertation, sous la supervision de l' élu référent, et soumis à l'approbation de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace.

Le présent PSCE comprend une introduction, deux parties et des annexes. La première partie décline les priorités du Pôle de manière transversale. La seconde partie décrit concrètement ces priorités sous la forme d'actions dans un ordre correspondant aux grandes missions réglementaires des archives en France. Les annexes constituent un complément documentaire, avec des graphiques décrivant le positionnement des Archives d'Alsace par rapport aux autres grands services d'archives territoriaux de France en 2023 et des fiches-actions concrètes par grande mission réglementaire.

Le Pôle Mémoire et Archives d'Alsace : profil d'un service et d'un établissement à la fois ancien et nouveau

Créées le 5 brumaire an V (26 octobre 1796), sous le Directoire, les Archives départementales du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ont été fusionnées le 1^{er} janvier 2021 pour donner naissance aux Archives d'Alsace.

Comme les autres archives départementales de France, les Archives d'Alsace sont régies par le Code du Patrimoine et le Code général des Collectivités territoriales.

Les Archives d'Alsace sont intégrées à la Direction de la Culture et du Patrimoine, intégrée elle-même à la Direction générale adjointe Attractivité.

Cinquième service d'archives territoriales de France par leurs collections (71,8 km de linéaires), les Archives d'Alsace, si elles ne sont pas le seul service d'archives remarquables d'Alsace, sont néanmoins, et de loin, le plus important et le plus riche.

Au lendemain de leur création, les Archives d'Alsace se distinguent de leurs homologues nationales par quelques grands traits majeurs.

Les Archives d'Alsace ont pour première caractéristique de disposer d'une équipe restreinte pour gérer ces collections : si elles sont 5^e au niveau national pour les collections, elles ne sont que 11^e pour la taille des équipes. Issu de l'héritage des deux services historiques du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, l'effectif

modeste des Archives d'Alsace est une donnée essentielle à prendre en compte dans la définition de leurs objectifs.

Deuxième grande caractéristique, les Archives d'Alsace sont issues de deux services historiquement très différents, à de nombreux points de vue : en matière de bâtiments, le site de Strasbourg est récent (2013), vaste, confortable, climatisé et très énergivore, alors que celui de Colmar est ancien (1959), obsolète, et dangereux pour les collections. Ce qui a notamment nécessité, en 2022, le déménagement de son fonds ancien vers Strasbourg. En matière de collections, celles du site de Colmar sont, de manière très générale, moins bien identifiées que celles de Strasbourg, l'ensemble donnant une qualité moyenne de connaissance des fonds assez faible par rapport au niveau national. En matière informatique et de diffusion sur internet, les deux sites disposent d'architectures et de solutions très différentes, auxquelles s'ajoute, pour Strasbourg, une multiplicité de logiciels qui nuit à la bonne gestion des collections, notamment eu égard aux ressources humaines disponibles. La nécessaire convergence des deux sites passe donc par un intense travail d'harmonisation et de remise à niveau, qui est bien entendu à l'œuvre depuis 2021 et a déjà produit des résultats positifs, mais devra encore se poursuivre de nombreuses années pour aboutir à une cohérence synonyme de gains de temps et d'efficacité.

Il convient de noter que ce travail, particulièrement lourd, n'est pas la conséquence à proprement parler de la fusion des deux anciennes Archives départementales : c'est un travail de mise à jour technologique et d'approfondissement des connaissances sur les collections, qui aurait, de toute manière et en très grande partie, été nécessaire. En l'occurrence, il est réalisé par une équipe mutualisée au service d'un projet à l'échelle de l'Alsace.

Troisième grande caractéristique : la mémoire. En plus de leurs missions réglementaires que sont le conseil aux collectivités et à l'ensemble des service producteurs d'archives, mais aussi le contrôle, la collecte, le traitement et la communication des archives produites dans l'ensemble du territoire, une mission spécifique touchant la mémoire a été confiée à ses Archives par la Collectivité. La Politique Mémoire, approuvée par délibération n°CP-2023-1-6-3 de la Commission Permanente de la Collectivité européenne d'Alsace du 9 février 2023, est venue définir son cadre conceptuel et préciser ses missions spécifiques : soutien financier et ingénierie apportés aux acteurs, organisation d'opérations et de manifestations nouvelles.

Pour accomplir l'ensemble des missions des Archives d'Alsace, les équipes territoriales sont encadrées par quatre conservateurs d'État mis à disposition de la Collectivité, qui sont tous quatre chargés à la fois de missions relevant exclusivement de l'État (contrôle de l'activité archivistique des services publics), et de missions relevant de la Collectivité (collecte, conservation, traitement et communication des archives).

L'exercice des missions du Pôle Mémoire et Archives d'Alsace et sa gouvernance sont répartis de manière équilibrée sur ses deux sites de Strasbourg et de Colmar à l'issue d'un travail et d'un processus de convergence consacrés par l'adoption d'un nouvel organigramme en 2024.

2024-2029, une période clé

Couvrant globalement la seconde partie du mandat des premiers Conseillers d'Alsace, la période 2024-2029, succédant à la première période de convergence et de vote des orientations culturelles stratégiques de la Collectivité (2021-2023), a pour enjeu la mise en œuvre pleine, entière et durable, de ces orientations et engagements stratégiques.

Les fondamentaux : des Orientations pour la culture et le rayonnement de l'Alsace (2022) ...

Adoptées par délibération n°CD-2021-6-0-4 du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace du 21 février 2022, les orientations pour la culture et le rayonnement de l'Alsace définissent pour les Archives et la Mémoire plusieurs priorités stratégiques : la promotion de la tolérance, de l'esprit critique et de la citoyenneté ; le soutien à l'engagement bénévole et à la création artistique ; et enfin la préservation du patrimoine et sa transmission aux générations futures.

... à la Politique Mémoire (2023)

Adoptée par délibération n°CP-2023-1-6-3 de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace du 9 février 2023, la Politique Mémoire définit les notions d'histoire et de mémoire au service de l'ensemble des Alsaciens. Cette Politique se développe selon trois axes : la collecte et l'enrichissement de la mémoire, sous forme papier, électronique et orale ; la diffusion du savoir auprès de tous les publics par des médias variés et adaptés ; et enfin la promotion de l'engagement citoyen par le moyen de la mémoire. Globalement, elle fixe pour objectif au Pôle Mémoire et Archives d'Alsace, de contribuer à transformer la mémoire en histoire en incarnant une position à la fois objective, neutre et apaisée, au bénéfice de l'ensemble des Alsaciens, en particulier des plus jeunes, qui sont l'avenir du territoire.

Les orientations et les actions définies dans ce présent PSCE sont la suite et le prolongement logiques des délibérations précédemment approuvées par les Conseillers d'Alsace et citées supra. Les actions ainsi définies doivent permettre de concrétiser pleinement les ambitions alsaciennes dans le temps long. Ces actions sont maintenant contextualisées et explicitées à travers trois grands enjeux stratégiques : la transversalité, la technicité et l'innovation.

Partie 1 : Les enjeux stratégiques

1/ Une organisation renforcée, plus transversale, garantissant la sécurité des personnels et des collections

Même si la première phase de la **convergence** du Pôle peut être considérée comme achevée, la manière dont les **spécificités du service bi-site**, muni d'un organigramme matriciel remanié en février 2024, sont gérées au quotidien, exige d'être constamment réinterrogée et adaptée aux nouvelles données en matière notamment de ressources humaines.

Comme on l'a déjà vu, les Archives d'Alsace se situent, au niveau national, **dans une situation particulière** : au 5^e rang en termes de volume de collections, mais au 11^e rang en termes de ressources humaines (chiffres de 2022), celles-ci étant réparties sur deux sites éloignés. Cette situation de resserrement relatif du temps humain disponible, induit des besoins particuliers.

Pour bien fonctionner de manière coordonnée sur les deux sites, les équipes ont besoin de **cohérence** et de **transversalité**, aux sens d'une **circulation et d'un partage larges de l'information** permettant de se sentir pleinement acteur du Pôle et de la Collectivité, mais aussi d'une **co-construction des projets** et d'une **auto-évaluation** des performances et des marges de progression. La **subsidiarité**, la **délégation**, la **relation de confiance** et le **suivi managérial fin** sont des outils indispensables pour y parvenir. La gouvernance du Pôle Mémoire et Archives d'Alsace tient compte de ces priorités et organise la circulation de l'information et la subsidiarité des équipes en conséquence.

L'accomplissement plein, entier et durable des missions, dans les conditions matérielles et humaines qui sont celles du Pôle aujourd'hui, est possible au prix d'une **programmation suffisamment anticipée** des principales opérations, d'une **politique éclairée et volontaire de choix stratégiques**, à la lumière des priorités votées, parmi les multiples propositions et demandes de collaborations reçues des partenaires, et enfin d'une **large disponibilité géographique** de la part notamment des cadres et des personnels chargés du contrôle des archives et de la valorisation culturelle, si possible en minorant la déperdition inévitable d'efficacité et de sécurité due aux nombreux transports nécessaires.

La **sécurité** est un des domaines que doit promouvoir l'amélioration de la transversalité, étant donné les conditions de travail d'une importante partie des équipes, ainsi que l'ampleur des missions qui leur sont confiées et le nombre de déplacements que leur accomplissement implique. On entend par là une **politique globale de vigilance et d'amélioration ou d'adaptation** des conditions de travail afin qu'elles ne risquent pas de porter atteinte à la santé des personnels, ainsi qu'un volet de **formation** très poussé portant notamment sur la sécurité.

2/ Une organisation qui développe les compétences et les moyens informatiques et immobiliers pour un meilleur service public alsacien de la mémoire et des archives

Les Archives sont avant tout un service public ouvert à tout citoyen.

La demande sociale concernant les archives a radicalement évolué depuis quelques décennies, et ce au niveau national. Les **salles de lecture virtuelles** (site Internet, moteur de recherche, accès aux inventaires en ligne et aux images issues de la numérisation de nombreuses archives) satisfont aujourd'hui **99 % de la demande globale de consultation d'archives**. Les campagnes successives de numérisation et de dématérialisation d'inventaires ont permis le développement d'une **offre numérique toujours croissante**, tant quantitativement que qualitativement, et rendue possible par d'importants efforts humains et financiers des collectivités. Toutefois, en Alsace, ces efforts n'étaient ni équivalents à ceux des plus importants services d'archives (22^e rang national pour le nombre de documents mis en ligne), ni équitablement répartis, le sud du territoire étant moins favorisé que le nord.

Ce déséquilibre a été en partie résorbé dans le cadre de la politique de convergence. Toutefois, l'obsolescence relative des outils informatiques utilisés, mais aussi les divergences technologiques héritées des deux anciens services, et surtout la nécessité d'apporter unité et visibilité aux collections de la CeA, font qu'une **mise à jour technologique lourde** est un préalable nécessaire à toute nouvelle opération massive de numérisation et une priorité rendant possible d'importants gains de temps et d'efficacité.

Si le service public sur Internet doit pouvoir être largement optimisé, en revanche la **consultation physique** des archives – certes minoritaire mais jouant un rôle plus déterminant dans la vie culturelle locale et départementale – se place à un **niveau satisfaisant**, tant quantitativement (7^e rang national pour le nombre de lecteurs) que qualitativement (degré de satisfaction des lecteurs). La **marge d'amélioration se situe dans le sud** du territoire, dont les collections sont à la fois moins accessibles et moins connues que celles du nord, le phénomène étant accentué par le manque de demande universitaire à Colmar. Les conditions de consultation ayant été élargies et sécurisées à Colmar depuis le vol d'archives subi en 2020 et l'harmonisation des horaires d'ouverture avec ceux de Strasbourg, il faut désormais tabler, à moyen terme, sur un travail de meilleure médiatisation des collections et une **meilleure attractivité de l'équipement**.

Les missions du service auprès du très grand public sont ambitieuses : « **transformer la mémoire en histoire** » (selon les termes de la *Politique Mémoire*), c'est-à-dire collecter la mémoire et les sources de l'histoire, de manière à ce qu'au fil des générations, la mémoire individuelle laisse progressivement la place à une histoire générale tenant compte de l'ensemble des mémoires ; contribuer à la cohésion sociale en améliorant la connaissance du territoire et en mettant ses atouts en valeur, tout en favorisant la visibilité de la collectivité. C'est un travail de longue haleine dont les principaux outils sont **la communication, le travail en partenariat, la recherche de publics diversifiés, la focalisation sur le public jeune, en particulier dans les collèges, et la proximité** avec l'ensemble des opérateurs et partenaires institutionnels et associatifs.

3/ Une organisation qui contribue à placer au cœur du projet d'administration la maîtrise des enjeux liés à l'avènement du numérique

La collecte et la conservation des archives électroniques, et plus généralement la maîtrise de l'inflation documentaire (« big data »), sont des domaines qui restent encore largement à investir à la Collectivité européenne d'Alsace. À l'heure où la dématérialisation irrigue la société, où la cybersécurité incite à la limitation, à la maîtrise et à la sécurisation des informations, où de nombreuses collectivités départementales se sont dotées de **systèmes d'archivage électroniques**, la création d'un tel système pour la CeA est stratégique. Il en va de la conservation de la mémoire de la CeA et de sa sécurité juridique.

L'avènement de l'ère numérique a d'autres impacts sociétaux encore plus prégnants. Au contexte global et déjà ancien de baisse des connaissances générales dans de larges pans de la population, s'ajoute la **perte de repères historiques, sociaux, citoyens et démocratiques**. L'avènement des plates-formes culturelles, des réseaux sociaux et la mondialisation de l'information a permis l'accessibilité de tous à une richesse et à une variété de contenus culturels à un niveau inédit dans l'histoire. Mais il contribue aussi à une **fragmentation de la société** pouvant aboutir à un appauvrissement culturel : chacun peut finir par ne plus accéder qu'aux contenus auxquels il adhère déjà, ces contenus pouvant être plus ou moins riches et objectifs. Le développement de la désinformation est criant dans la société, avec son volet de tentatives de réécriture de l'histoire au service d'idéologies.

Pour contribuer à lutter contre ces phénomènes, la Politique Mémoire a pour objet de mener des actions concrètes, passant notamment par une aide apportée d'une part à de grands acteurs mémoriels du territoire alsacien, et d'autre part, de manière plus modeste, à d'autres acteurs et à des structures associatives dans l'accomplissement de projets mémoriels novateurs et en lien avec les collèges. Des actions nouvelles et concrètes sont également menées pour intensifier l'échange autour de questions historiques et sociétales, et la prise de repères auprès de « sachants » dans une forme simple et accessible.

D'ores et déjà, les Archives d'Alsace disposent d'un dynamisme certain en matière de valorisation : elles étaient en 2022 au **9^e rang national pour la consultation des archives papier** et au **7^e rang national pour le nombre d'adultes touchés**. Ce potentiel devra sans doute être développé pour atteindre les objectifs de la Politique Mémoire.

Les actions et les succès du **premier exercice de la Politique Mémoire** sur l'année 2023 (expositions sur le Concordat et l'occupation de la Ruhr, débats citoyens, collectes audio, opération Graines de romanciers avec les scolaires) sont toutefois à amplifier, notamment dans les domaines suivants :

- Intensification des opérations portant sur la thématique particulière de **l'incorporation de force** ;

- **Développement de la fréquentation des manifestations**, par une politique de communication plus affirmée, qui portera ses fruits à moyen terme, mais aussi de diversification de l'offre pour répondre à une demande qui a profondément changé (place du numérique notamment) ;
- **Amplification de la politique de coopération franco-allemande et européenne**, afin de proposer des contenus plus variés, favorisant l'échange ;
- Respect du plan de ré-informatisation, permettant d'envisager de **nouvelles campagnes de numérisation**, cf. supra ;
- Mise en place d'une **politique d'archivage électronique**, au sens d'une poursuite du processus d'acquisition d'une solution et de l'adoption d'une méthodologie de collecte, permettant de conserver la mémoire numérique de la CeA et des territoires, là encore pour rattraper un retard technologique.

La transversalité, la mise à jour des outils de travail et l'innovation doivent être au cœur des priorités du Pôle Mémoire et Archives d'Alsace, afin qu'il puisse faire face aux défis présents et futurs. Pour s'inscrire encore davantage dans le concret, les actions sont maintenant déclinées et précisées selon les grands types de missions dévolues aux Archives en France : le contrôle et la collecte, le traitement, la communication ; auxquelles on ajoutera la mission spécifique Mémoire et le grand projet immobilier sur le site colmarien, propres aux Archives d'Alsace.

Partie 2 : les actions

1/ Collecte et contrôle des archives : renforcer l'action et l'expertise, pour une collecte plus sélective et qualitative, portant sur l'ensemble des supports et sur l'ensemble du territoire

Le **contrôle des archives publiques** relève des missions État du service. Il n'est toutefois pas dépourvu d'intérêt pour la Collectivité car il est essentiel à la préservation de la mémoire de l'Alsace et des Alsaciens. La création d'un **système d'archivage électronique** est un projet fortement structurant dans ce contexte.

Le contrôle des archives publiques s'exerce plus précisément sur les archives de la Préfecture, des services déconcentrés de l'État, des juridictions, des collectivités (Département, communes, intercommunalités), des établissements publics (hôpitaux, ...) et assimilés (syndicats mixtes, ...), des structures culturelles, des notaires et autres officiers ministériels, et de manière générale à tout organisme public ou privé **chargé d'une mission de service public**. En tant que capitale régionale, Strasbourg concentre un bon nombre de sièges d'administrations supradépartementales, rayonnant en particulier sur l'ensemble de la région, voire au-delà, qui versent réglementairement leurs documents aux Archives d'Alsace. De ce fait, **une importante charge de travail en matière de contrôle et de collecte**, s'ajoute à la charge de travail traditionnelle par rapport à des Archives départementales type.

De manière globale, entre 2021 et 2024, la réunion en un même service des équipes de contrôle et de collecte entre les anciens départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin a apporté de **nombreux bénéfices**. Les processus ont été **réévalués et réorganisés** et une **véritable complémentarité** entre agents a été mise en place grâce notamment à la nomination, par l'État, d'un conservateur sur le poste de directeur-adjoint, chargé du contrôle et de la collecte des archives publiques, et, par la Collectivité, de la création d'un poste d'archiviste électronique (e-archiviste). Pour une meilleure efficacité du contrôle sur les

communes et les intercommunalités, le nouvel organigramme de 2024 a permis une réaffectation géographique d'un agent, et la nomination d'une conservatrice sur le dernier poste État vacant a permis de renforcer les ressources de ce contrôle. Enfin, une meilleure sélectivité des collectes a permis de ralentir le rythme de remplissage des magasins.

La création, en 2023, d'une nouvelle instance de partage et d'expertise sur la création, la gestion et la conservation des archives électroniques de la Collectivité, a abouti aux réunions régulières du **Comité stratégique sur l'archivage électronique**, qui rassemble des compétences de la Direction de l'Innovation et de la transformation publique, la Direction des Systèmes d'information et des développements numériques, la Direction Appui et Pilotage de la Direction générale adjointe Ressources, et les Archives d'Alsace.

Parallèlement, la Collectivité européenne d'Alsace mène le projet de création d'un **système d'archivage électronique**. Il s'agit d'un ensemble d'outils, informatiques mais aussi managériaux, permettant d'assurer **la conservation des actes nativement électroniques** dans des conditions normalisées, permettant de garantir leur authenticité, leur intégrité, leur pérennité et leur confidentialité. La création d'un tel système permettra à la Collectivité européenne d'Alsace de remplir ses obligations réglementaires vis-à-vis des services versants mais aussi de poursuivre plus sereinement ses programmes de dématérialisation et le fil des décommissionnements d'anciennes solutions informatiques obsolètes mais contenant des informations faisant droit pour les usagers ou la collectivité. Ce système permettra ainsi la création d'une mémoire électronique du territoire alsacien, **évitant ainsi une lacune mémorielle majeure** correspondant à l'informatisation de l'administration.

En matière **d'archives privées**, l'effort en matière de collecte a porté sur une plus grande sélection des fonds proposés, et sur la recherche de coopérations pouvant contribuer à la description plus précise des fonds en amont du dépôt. Il est à noter que les archives privées sont, à leur tour, de plus en plus collectées sur support électronique. En l'absence de système d'archivage électronique, des problématiques de capacité de stockage sont dès lors susceptibles de se poser, accentuant la pression sur la sélection.

Enfin, **l'enregistrement de mémoires**, sous forme d'interviews de témoins en format audio ou vidéo, permet aux générations futures de connaître non plus seulement les faits historiques, mais aussi leur perception et leur transmission.

L'amélioration reste toutefois fragile et la situation perfectible. L'administration est en perpétuelle refonte et les mutations de fonctionnaires toujours plus fréquentes, ce qui rend le travail d'information, de sensibilisation et d'instruction plus intense et chronophage. La dématérialisation des archives, et d'autres défis juridiques et technologiques rendus nécessaires par les impératifs de rapidité et de sécurisation de l'information, nécessitent une technicité accrue des archivistes et occasionnent une demande accrue en matière de conseils, quand le recours à un système d'archivage électronique n'est pas encore possible. Le changement climatique peut occasionner des dommages archivistiques : chaleur limitant l'accès, humidité soudaine pouvant provoquer l'apparition de champignons ou d'insectes, etc., d'autant que de nombreux producteurs d'archives stockent encore leurs documents dans des locaux inadaptés ou dangereux. Limitées dans leurs ressources bâtimentaires pour des raisons de coût, les administrations cherchent à se défaire de leurs archives de plus en plus rapidement. Parallèlement, les professeurs et étudiants, voire les simples citoyens, ont besoin de consulter des archives de plus en plus récentes, parfois inexplicablement « bloquées » auprès des services versants, et peuvent avoir à ce titre des exigences justifiées en matière de versement, que toutefois les agents des administrations d'origine et les archivistes ne sont pas toujours à même de satisfaire dans les délais souhaités. Enfin, le site colmarien des Archives d'Alsace est totalement saturé et les équipes sont très

largement sollicitées pour trouver les solutions qui permettront à l'administration de différer les versements d'archives en attendant la mise en service du nouveau bâtiment.

Pour ce qui est des archives électroniques de la Collectivité, le Comité stratégique a vocation à s'imposer comme une instance de conseil et de validation des stratégies informatiques d'acquisition et de gestion de l'information dans l'ensemble des services de la collectivité. Pour atteindre cet objectif, il doit pouvoir s'appuyer sur le **processus de validation des projets numériques** (Comité numérique d'Alsace) et disposer d'une forme de visa.

La collecte de témoignages mémoriels s'est en outre révélée plus onéreuse que prévu et la question du débouché de ces témoignages est posée. Tout cela ouvre la voie à une **réflexion renouvelée et approfondie** sur les objectifs et les moyens de cette collecte.

Le plan d'actions 2024-2029 consiste par conséquent à

- **Accroître encore la complémentarité** des équipes et travailler **aux moyens d'améliorer le conseil aux producteurs d'archives (services, collectivités, etc.)** ;
- Renforcer la **sélection avant collecte des archives** tant publiques que privées et accentuer l'exigence **d'exactitude et de précision de leur description** en amont du versement et du dépôt, afin de ne pas accentuer la charge de travail des équipes ;
- Se laisser la possibilité de **renoncer à certaines tâches quand elles ne sont pas stratégiques**, afin de préserver le temps des équipes pour des travaux plus essentiels ;
- Veiller au respect des plannings, en particulier dans la **mise en place d'un système d'archivage électronique**;
- Continuer à renforcer **la technicité, les compétences et la mobilité** des équipes ;
- Renforcer la communication autour des **obligations réglementaires des différents acteurs** (fonctionnaires, notaires, ...) afin de pouvoir traiter les situations les plus délicates, parfois méconnues ou inconnues des services ;
- Poursuivre les réunions du **Comité stratégique pour l'archivage électronique** en lui donnant vocation à contribuer réglementairement à la validation, en Comité numérique d'Alsace, des projets numériques de la Collectivité ;
- Veiller à **l'intensification de la collecte mémorielle** en respectant le cadre financier, mais surtout veiller à sa diffusion, et pour cela préférer le support vidéo au seul support audio.

2/ Traitement et préservation des fonds : poursuivre l'effort de description des fonds, préparer les collections du site de Colmar à leur futur déménagement

Pléthoriques par rapport à la taille des équipes (cf. supra), les collections des Archives d'Alsace doivent faire l'objet de choix stratégiques pour ce qui concerne leur gestion, leur conditionnement, leur classement et leur restauration. Derrière ce constat global se cachent de **profondes disparités**.

En effet, d'une part, les tâches de classement, traditionnelles et indispensables mais très chronophages, ont été **largement sacrifiées** ces dernières décennies, au profit de tâches techniques jugées indispensables à court terme, telles que les récolements, les réévaluations (éliminations ciblées des documents les moins intéressants), les déménagements, les numérisations en interne ou en externe permettant des mises en ligne de fonds, sans compter le service au public (magasinage) et le contrôle et la collecte. Sans ce renoncement relatif au classement, les Archives n'auraient pu fonctionner de manière satisfaisante.

Il en résulte un **niveau de connaissance des fonds globalement insatisfaisant** par rapport au niveau national, même si les équipes ont à cœur de fournir un travail minimal afin de donner accès à des fonds importants pour l'histoire récente de l'Alsace. Il s'agit d'une tâche indispensable, sans laquelle les historiens de l'Alsace contemporaine ne pourraient accomplir sérieusement leur travail : dossiers d'incorporés de force, fonds des hôpitaux psychiatriques, activités des services pendant la période nazie, etc. D'importants fonds anciens, certes moins demandés, ne sont globalement pas mieux connus, leur classement comme leur consultation se heurtant à des difficultés supplémentaires de langue et d'écriture.

D'autre part, il existe de **profondes disparités en la matière entre les deux sites**. Globalement, les collections bas-rhinoises ont pu bénéficier d'un traitement minimal de conservation à l'occasion de leur déménagement en 2012. Ce travail reste à réaliser pour les collections haut-rhinoises. Grâce aux efforts consentis par la Collectivité depuis 2021, un **nouveau récolement** a pu être réalisé à Colmar et la **remise à niveau en matière de conservation matérielle** est en cours.

On l'a dit, la situation informatique des Archives d'Alsace est particulière à plusieurs égards, ce qui a des conséquences importantes en matière d'organisation et de priorisation du travail. Les deux sites disposent **d'héritages très différents** qui nécessitent un travail de convergence à la fois long, intense et complexe. A moyen terme, d'importants gains en efficacité, en temps et en simplicité, ne pourront être réalisés qu'au prix de **chantiers majeurs**, passant par la sécurisation informatique des fonctions et services au public existants, la suppression des solutions multiples au bénéfice d'un logiciel unique, la mise à jour de la politique collaborative de la CeA (gestion des collections numérisées) et la fusion des deux sites Internet dans un site global. Malgré une externalisation poussée, les équipes des Archives d'Alsace seront largement mises à contribution dans cette évolution essentielle au moins jusqu'à la fin de la décennie. Cette exigence repousse d'autant toute ambition de reprise des travaux de classement ou tout nouveau recours massif à des opérations de numérisation, même si un chantier spécifique autour de la rétroconversion (adaptation en vue de la mise en ligne) des instruments de recherche du site de Colmar a d'ores et déjà été mis en place, tant il semble nécessaire.

La mise à jour du moteur de recherche du Haut-Rhin et la mise en ligne, à la rentrée 2024, du nouveau « hub » des Archives, site Internet unique destiné à donner accès à l'ensemble de leurs ressources, et remplaçant les anciens « portails » Bas-Rhin et Haut-Rhin, sont les **premiers jalons réussis** d'une évolution encore longue.

Dernier point majeur, les Archives d'Alsace sont actuellement en charge de **certains fonds privés très spécifiques et problématiques** du point de vue de leur conservation matérielle, et qui nécessitent des interventions parfois massives préalables à leur diffusion. Ces fonds sont souvent hérités des archives du Haut-Rhin. Par exemple, il convient encore d'identifier et de traiter des composants instables ou inflammables, comme les acétates ou les nitrates de cellulose (anciens films et photos). L'Herbier Rastetter, quant à lui, est appelé à quitter les Archives d'Alsace pour se rapprocher des scientifiques botanistes. Enfin, le fonds Braun, comprenant 38 000 plaques de verre représentant les œuvres d'art majeures des plus grands musées de la fin du XIX^e siècle, a été déménagé en 2022-2023 vers le site strasbourgeois pour des raisons de conservation, mais nécessitera encore de nombreuses études et traitements avant de pouvoir être mis à disposition du public sous une forme encore à déterminer.

Le plan d'actions 2024-2029 consiste par conséquent à

- Poursuivre le **chantier pluriannuel de la convergence informatique** : mise en production du nouveau « hub », rationalisation de la gestion informatique sur le site de Strasbourg par élimination progressive des solutions distinctes au profit d'une solution unique, convergence

des deux systèmes d'information des deux sites, convergence des deux moteurs de recherche des deux sites Bas-Rhin et Haut-Rhin ;

- Poursuivre le **chantier des fonds** sur le site de Colmar, afin de permettre leur déménagement à terme vers de nouveaux lieux de conservation à construire ; ce chantier nécessite des **investissements dans des matériaux de conservation qualitatifs** ;
- Mettre en place un chantier de **rétroconversion des instruments de recherche** sur le site de Colmar, de manière à combler progressivement la moindre accessibilité de l'information archivistique par rapport au site de Strasbourg ;
- Poursuivre la **sécurisation matérielle des fonds**, en veillant au respect des règles de conservation préventive (dépoussiérage, repérage et désinfection des documents moisissés, élimination des matériaux présentant un danger) et à la **protection des personnels** vis-à-vis des agents pathogènes ;
- Poursuivre les **opérations minimales de numérisation et de classement**, afin de donner accès aux collections les plus prioritaires aux universitaires et aux chercheurs, en particulier dans l'optique des travaux sur le site de Colmar ; en l'attente d'une véritable politique de classement et de numérisation, alimentée par les crédits auparavant consacrés au chantier des collections, une fois que l'architecture informatique sera pérenne.

Principales échéances :

- 2024 : mise en service du « hub » (point d'accès unique aux ressources numériques) ;
- 2024-2029 : formations sur la prévention des risques liés aux fonds ;
- 2025 : numérisation et mise en ligne des tables des notaires du Bas-Rhin ;
- 2025-2026 : sécurisation et convergence des outils informatiques du site de Strasbourg ;
- 2027-2028 : convergence des systèmes d'information des deux sites ;
- 2028 : validation d'un plan d'action pour le fonds Braun ;

3/ Diffusion et valorisation des fonds : élargir encore l'offre, notamment auprès des scolaires

Permettre à l'ensemble des publics de disposer d'un large accès aux fonds est une des **missions fondamentales** des archivistes, et la **révolution numérique** leur permet aujourd'hui de disposer **d'outils sans précédent** de partage des sources de l'histoire.

Les deux sites des Archives d'Alsace ont tous les deux œuvré depuis de nombreuses décennies à cet objectif fondamental, à leur façon propre. Le Bas-Rhin, avec sa capitale universitaire, s'est doté d'outils de qualité (salle de lecture, salle d'exposition) et a développé très tôt un accès ergonomique aux images numérisées essentielles pour les recherches généalogiques. Le Haut-Rhin s'est davantage orienté vers le développement d'un service éducatif très présent auprès des collèves et s'est investi dans la diffusion d'expositions hors-les-murs. Cela est d'autant plus remarquable que les ressources allouées étaient restreintes.

Cette **diversité** des publics, des axes de travail, des approches et des méthodes est une **véritable richesse** pour les Archives d'Alsace, à condition de pouvoir la canaliser. Si l'offre numérique doit véritablement passer par une convergence (cf. supra), il ne paraît en revanche pas judicieux d'uniformiser les pratiques de diffusion culturelle entre les deux sites, mais bien plutôt de **poursuivre, d'amplifier et de généraliser les concepts et les méthodes** qui ont fait leurs preuves et rassemblent les **publics les plus nombreux et variés**. Le réseau des transports publics alsaciens permet à un public curieux de circuler entre les sites, il n'est donc pas nécessaire de multiplier les sessions des mêmes manifestations, mais au contraire de

diffuser l'information sur l'ensemble du territoire. D'où l'importance des réseaux, en particulier sociaux, des Archives d'Alsace, qui ont fait l'objet d'un développement en 2022-2023.

La Politique Mémoire a donné une nouvelle impulsion à la diffusion et à la médiation culturelle des Archives d'Alsace, tout en diversifiant ses objectifs et ses priorités. Un nouvel accent a été mis, en particulier, sur les relations avec les collègues et sur la citoyenneté, thème appelé à devenir récurrent.

Par ailleurs, la Collectivité a décidé de s'investir pleinement dans le cadre **d'opérations ou de commémorations nationales voire internationales**, comme les Jeux olympiques (2024), et le 80^e anniversaire de la Libération (2024-2025).

Un dernier paramètre réside dans la **disparité des configurations** : le site de Strasbourg accueille un nombre de lecteurs bien supérieur à celui du site de Colmar. Par ailleurs, la programmation culturelle proposée est adaptée aux contraintes bâtementaires de chaque site. Sur ce point, l'emplacement des Archives au sein de la cité administrative de Colmar limite l'ampleur et le type d'événements qui peuvent y être proposés. En revanche, la rareté de l'offre de cours de paléographie à Colmar assure le succès de la programmation des Archives en la matière, ce qui est moins évident à Strasbourg. Enfin, le remplacement du professeur de l'Education nationale mis à disposition du service éducatif sur le site de Strasbourg permettrait de consolider l'offre éducative et d'assurer un meilleur équilibre entre les deux sites.

En matière de programmation culturelle, les Archives d'Alsace entendent donc agir sur de **nombreux fronts** en proposant une **offre variée**, tant dans ses typologies que dans les thématiques abordées et les publics visés, avec pour « fil rouge » les priorités de la Politique Mémoire (éducation et citoyenneté) : les **expositions** aux Archives et hors-les-murs avec leurs programmations propres (visites guidées, conférences, Journées européennes du patrimoine), les séances de **service éducatif**, les **débats citoyens**, les projets **d'éducation artistique et culturelle** avec les collègues, sans oublier les formations et aides apportées aux **enseignants**, notamment pour préparer le Concours national de la Résistance et de la Déportation. S'ajoutent à cela des missions d'**ingénierie**, permettant à des partenaires institutionnels ou associatifs d'optimiser leurs propres programmations culturelles.

L'accueil du public et la consultation des archives en salle de lecture, qui s'adresse aux personnes ayant besoin de répondre à des questions d'ordre **juridique, historique ou généalogique**, correspondent à une mission fondamentale du service public, essentielle pour le bon fonctionnement de la République et de la démocratie, et répondant à la nécessité de renouveler l'historiographie. La consultation des archives permet à une société de continuer à s'alimenter aux sources du passé pour inventer un avenir commun.

La politique de convergence, à l'œuvre depuis 2021, a permis d'**harmoniser** les horaires d'ouverture des deux salles de lecture, et de commencer à unifier les pratiques et les processus : sécurisation de la consultation à Colmar à partir de 2022, formations communes aux équipes et début d'uniformisation des processus de réponses aux demandes de recherches par correspondance en 2024 (mission non obligatoire pour les demandes purement généalogiques), etc.

La Collectivité européenne d'Alsace est attachée à la promotion du bilinguisme. Maîtriser les deux langues, ainsi qu'une ou plusieurs variantes des riches dialectes germaniques parlés en Alsace, permet aussi bien de prétendre à des emplois en relation avec les autres pays du bassin rhénan, que de se connecter en profondeur à un ensemble de traditions, d'usages, de connaissances et de modes de pensée et de vie qui se sont lentement construits en Alsace au fil des siècles, sous les dominations tant germanique que française.

Le Pôle Mémoire et Archives d'Alsace **s'inscrit dans la politique en faveur du bilinguisme** en mettant à disposition du public des compétences linguistiques et paléographiques propres à identifier, retrouver et apprendre à déchiffrer les archives en langue germanique, mais aussi en favorisant une approche bilingue dans ses propositions aux publics.

Le plan d'actions 2024-2029 consiste globalement à

- Proposer des **expositions d'été grand public** à Strasbourg : sur le sport (2024), sur la Guerre des Paysans (1525) en 2025 ... avec leur programmation ;
- Co-organiser, avec l'université de Strasbourg, un **grand colloque** sur les destins alsaciens pendant la Seconde Guerre mondiale en février 2025 (80^e anniversaire de la Libération) ; si les conditions sont réunies, éditer les actes et organiser un colloque universitaire tous les deux à trois ans ;
- Proposer une **offre pédagogique au service des collègues** : brochure sur l'incorporation de force (2024), brochure pour le Concours national de la Résistance et de la Déportation, ...
- L'organisation de 6 **débats citoyens** par an ;
- Diffuser sans attendre les **résultats des collectes** mémorielles.

4/ Mémoire et réseaux : susciter l'engagement et faire dialoguer l'histoire et la société

On l'a vu, la Politique Mémoire irrigue l'ensemble des actions du Pôle Mémoire et Archives d'Alsace, de la collecte archivistique et mémorielle, à la diffusion culturelle et aux actions pédagogiques et citoyennes.

Ces actions doivent se combiner avec d'autres, dont la **coopération avec de nombreux partenaires**, pour influencer durablement l'écosystème de l'histoire en Alsace, dans un sens à la fois plus rigoureux et plus citoyen.

Par « réseau », on entend le **tissu institutionnel et associatif** des structures destinées à perpétuer la mémoire et à enseigner l'histoire d'une manière ou d'une autre : sites mémoriels majeurs tels que le **Mémorial Alsace-Moselle** ou l'historial franco-allemand du **Hartmannswillerkopf**, institutions comme l'Éducation nationale et l'Enseignement supérieur, voire des institutions européennes, mais aussi les acteurs plus modestes, tels que les **associations, collectivités ou particuliers** qui s'investissent plus ou moins largement dans la préservation des témoignages historiques, la pérennisation de la mémoire, la production d'écrits historiques et leur diffusion dans des cercles locaux, régionaux, nationaux ou internationaux.

Munis de leurs outils d'analyse méthodologiques, de leur connaissance de l'histoire et surtout de leur accès privilégié aux sources archivistiques, meilleures garantes de l'objectivité historique, les archivistes et la chargée de mission Mémoire sont à même d'apporter **aide et conseils** à une grande partie de ces acteurs. Ils peuvent ainsi coopérer avec elles et infléchir leurs actions afin qu'elles **s'inscrivent dans la Politique Mémoire**, « transformant la mémoire en histoire » (*Politique Mémoire*) dans la plus grande objectivité possible, et faisant partager les fruits de ce travail à un public large, en particulier le monde scolaire, dans une optique citoyenne. Bien évidemment, la disponibilité et la mobilité géographique sont des atouts indispensables pour relever ce défi. Le **réseau territorial des référents culturels** est un atout précieux pour optimiser l'instruction des dossiers et densifier les relations et les collaborations avec l'ensemble des acteurs.

La Collectivité a décidé d'accorder un **soutien financier** à certains de ces acteurs (Mémorial Alsace-Moselle, Comité du Monument national du Hartmannswillerkopf, ...), mais aussi, plus ponctuellement à des acteurs associatifs sollicitant des aides leur permettant de réaliser des **projets à la fois novateurs et citoyens**. Par son expertise et sa connaissance de l'écosystème de l'histoire, le Pôle Mémoire et Archives d'Alsace **instruit les demandes d'aide et répond aux demandes des élus** qui peuvent décider d'accorder ces aides à des projets qui s'inscrivent dans la Politique Mémoire.

Parmi ces acteurs associatifs et institutionnels, ceux qui **créent et alimentent des réseaux mémoriels** sont à distinguer et peuvent constituer des partenaires privilégiés dans l'organisation d'événements : bien évidemment la *Fédération des Sociétés d'histoire et d'archéologie d'Alsace* (qui fédère plus de 120 associations d'histoire locale), mais également *Rue de la Mémoire* (pédagogie autour de la mémoire, Strasbourg), *Memory Lab* (mise en réseau des lieux mémoriels en Europe), etc.

Dans le domaine **éducatif et universitaire**, des relations suivies existent déjà avec les services de l'Éducation nationale (Direction académique de l'action culturelle, collèges d'Alsace) et les universités (université de Strasbourg, université de Haute-Alsace). Dans la Collectivité, la **Direction de l'Éducation et de la Jeunesse** est bien évidemment un partenaire essentiel, permettant d'assurer des relations plus fluides et efficaces avec les collègues.

L'Europe est notre plus solide garant de paix sur le continent mais souffre peut-être plus que jamais d'une désaffection démocratique de la part d'une partie de la population française et même européenne. La sensibilisation au rôle, dans l'histoire et dans la géostratégie mondiale, des institutions européennes, fait partie du bagage de citoyenneté qu'il est souhaitable de donner à chaque jeune, si ce n'est à chaque Français. La Collectivité européenne d'Alsace est très attachée à la consolidation de l'idéal européen en Alsace. Des coopérations ont déjà pu se nouer avec des partenaires (*Jeunes Européens*, **Direction de l'Europe** dans la Collectivité) et sont amenées à s'amplifier.

Enfin, la Collectivité européenne d'Alsace a entrepris un partenariat privilégié avec le Département de la Haute-Vienne autour de la mémoire et de l'histoire du **drame d'Oradour-sur-Glane**, village dont la population a été en quasi-totalité anéantie par l'armée nazie, et dont les bâtiments ont été saccagés et incendiés, le samedi 10 juin 1944. Des Alsaciens étaient en effet présents tant parmi les acteurs que les victimes de ce drame.

Le partenariat, qui pourrait se construire progressivement à partir de 2024, a pour objectif principal la réalisation **d'actions éducatives** pour une meilleure interconnaissance des Haut-Viennois et des Alsaciens autour de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Il sera mené principalement entre le Centre de la Mémoire d'Oradour, les Archives de la Haute-Vienne et le Pôle Mémoire et Archives d'Alsace, sous la supervision des élus alsacien et haut-viennois à la Mémoire.

Le plan d'actions 2024-2029 consiste globalement à

- **Apaiser** les mémoires meurtries, comme celle de l'incorporation de force, celle du drame d'Oradour vécu tant du côté alsacien que du côté haut-viennois, en multipliant les rencontres et les partenariats, notamment en direction du monde scolaire ;
- **Susciter l'engagement**, notamment auprès des jeunes, en développant pour eux des sujets tels que la construction européenne, le dialogue franco-allemand, la laïcité, la compréhension et le respect des différences, et en favorisant le **développement de l'offre mémorielle** alsacienne ;

- Poursuivre le travail **d'échange et de co-construction avec l'ensemble des acteurs de l'histoire et de la mémoire** dans toute l'Alsace, en favorisant l'émergence de projets communs et utiles à tous ;
- Poursuivre le travail **d'accompagnement des structures mémorielles** bénéficiant ou non d'un soutien financier de la Collectivité, en favorisant **la qualité, la cohérence et l'objectivité** de leur offre culturelle et mémorielle, son adéquation avec les objectifs de la Politique Mémoire et la mutualisation de leurs expériences respectives lors de rencontres permettant le dialogue et l'échange ;
- Poursuivre le **travail de veille et d'alerte** contre toute forme de négationnisme, complotisme ou diffusion d'informations erronées ou volontairement ambiguës touchant l'histoire de l'Alsace.

5/ Le projet transversal et stratégique sur le site colmarien

Construit en 1959, le bâtiment actuel du site colmarien des Archives d'Alsace, anciennement Archives départementales du Haut-Rhin, n'a jamais bénéficié d'extension ni de rénovation majeure. Il constitue un des plus anciens bâtiments d'archives départementales de France. Il est totalement saturé et ne peut plus satisfaire sa mission essentielle de collecte des archives publiques et privées. Les techniques utilisées à la fin des années 50, combinées au vieillissement naturel du bâtiment, ne satisfont pas aux conditions minimales de conservation et de consultation des archives en France. Faute d'isolation, les fonds sont soumis à des écarts intolérables de température et d'hygrométrie tout au long de l'année. La structure du principal bâtiment de conservation ne garantit pas de protection contre la propagation massive d'un incendie au-delà d'un quart d'heure. Les locaux ouverts au public sont insuffisants en nombre de places et en taille et n'offrent pas les conditions de sécurité souhaitables. Les conditions de travail du personnel sont difficiles en raison de l'absence d'isolation. Enfin, le bâtiment n'est accessible au public que via la Cité administrative de l'État, ce qui limite ses amplitudes d'ouverture au public. En outre, il ne dispose pas de la visibilité nécessaire pour devenir un réel lieu culturel pour le grand public.

Le Département du Haut-Rhin puis la Collectivité européenne d'Alsace cherchent des solutions depuis de nombreuses années, qui ont abouti à l'adoption en 2023 d'un ambitieux programme de démolition/reconstruction.

Le Pôle Mémoire et Archives d'Alsace, usager des bâtiments, assistera la Direction de l'Immobilier et des Moyens généraux dans la conduite de cette opération, en liaison avec le Ministère de la Culture (Service Interministériel des Archives de France) qui devrait soutenir financièrement le projet. Les équipes du site colmarien, et par ricochet celles du site strasbourgeois, seront lourdement affectées par cette opération : déménagements, fonctionnement pendant plusieurs années en mode dégradé, etc.

Au terme de ce programme, le site colmarien des Archives d'Alsace permettra la reprise de la collecte d'archives, la conservation des fonds selon des normes acceptables et si possible sans recours à la climatisation pour des raisons à la fois de coût, de respect de l'environnement et de sécurité en cas de panne, et l'accueil du public dans de bonnes conditions.

Surtout, les nouveaux équipements feront du site colmarien des Archives d'Alsace un véritable service culturel ouvert sur la ville, accessible à tous les publics, porteur d'une offre mémorielle renouvelée, accessible aux autres services de la Collectivité et aux acteurs du territoire, et appelé à jouer un rôle important dans la vie culturelle colmarienne et alsacienne.

Le PSCE 2024-2029 du Pôle Mémoire et Archives d'Alsace se situe à la jonction de deux épisodes majeurs pour l'institution : d'une part la période 2021-2024 qui a vu la création du Pôle avec la fusion des deux institutions-mères et la première phase de convergence ; d'autre part, la période 2030-2034 qui pourrait en principe voir l'achèvement et la mise en service du nouveau bâtiment du site de Colmar, et qui nécessitera bien entendu un nouveau PSCE.

La période 2024-2029 est donc pour le Pôle Mémoire et Archives d'Alsace une période de transition et de préparation, qui prend acte des immenses changements institutionnels de 2021 et les intègre en totalité tout en anticipant et en préparant la période suivante.

Ainsi, fort de ses actions et de ses expériences, le Pôle Mémoire et Archives d'Alsace sera capable de donner tout son sens au formidable potentiel de ses collections, et de les faire rayonner dans toute l'Alsace.